



ISSN 0758 1858

bulletin de recherches sur l'Emploi et la formation N^{os} 16/17
édité par le CEREQ septembre - décembre 1985

editorial

On trouvera dans ce numéro de BREF la présentation des activités de onze équipes de recherche relevant du Centre national de la recherche scientifique et de l'Université. Pourquoi onze équipes ? Pourquoi celles-là plutôt que d'autres ?

La raison en est simple. Ces équipes ont un lien privilégié avec le Centre d'études et de recherches sur les qualifications. Par des conventions annuelles régulières, le Centre assure un soutien financier aux activités développées par ces équipes dans les domaines d'étude qui le concerne : les qualifications, les professions, l'insertion professionnelle des jeunes, la relation formation/emploi.

Ainsi est assurée l'existence d'un réseau associant des unités de recherche présentes dans les différentes régions, et un organisme public d'étude. Il est ainsi possible, au niveau régional, de relayer la mission d'aide aux administrations chargées du travail et de l'emploi et d'informer les partenaires sociaux préoccupés par ces problèmes.

Un réseau n'a de sens que par les coopérations qu'il permet et par la diversité des partenaires qui le composent.

La **coopération** entre les membres du réseau, assurée par des réunions régulières entre les responsables d'équipes et le CEREQ, s'établit sur plusieurs plans.

En matière de production de données, le réseau permet de mobiliser des forces pour élaborer et mettre en œuvre des outils originaux d'observation de l'insertion et de l'emploi. Le CEREQ joue ici un rôle central car lui seul a l'infrastructure permettant de gérer des dispositifs lourds dans de bonnes conditions. Cependant, l'association entre le CEREQ et les équipes autorise une participation directe de celles-ci à la conception de ces dispositifs, à la collecte des informations et à leur utilisation. Ainsi, le programme d'observation de l'emploi et du travail dans les entreprises est-il développé en collaboration étroite avec la totalité des équipes du réseau.

En matière de recherche, chaque équipe développe en propre des activités, mais les travaux conjoints sont facilités par la permanence des relations et l'échange régulier d'information sur les programmes de chacun. Parmi les études en cours on peut citer, par exemple, un travail sur les ouvriers et les techniciens visant à mieux comprendre le déplacement des frontières entre ces deux catégories professionnelles, un bilan méthodologique sur les enquêtes d'insertion concernant les étudiants sortant des universités, etc.

En matière de collaboration avec les instances régionales, les équipes entretiennent en propre des relations avec les régions dans lesquelles elles sont situées. Mais l'existence du réseau facilite l'échange d'expériences, favorise la circulation des méthodologies, assure une meilleure diffusion des travaux du CEREQ comme de chaque équipe. Elle pourra également aider à l'utilisation de l'enquête décentralisée sur l'insertion des jeunes mise en place par le CEREQ et le SPRESE (Service de la prévision des statistiques et de l'évaluation) dans plusieurs académies.

Pour ce qui est de la **diversité**, chaque équipe a sa personnalité, compte tenu de ses orientations de travail, de sa discipline (économie et/ou sociologie). Tous les ans les membres du réseau présentent un programme et un compte-rendu de travail correspondant aux activités menées grâce à la convention passée avec le CEREQ et qui est annexe au programme et au compte rendu d'activité du Centre.

sommaire

LABORATOIRE D'ÉCONOMIE ET DE SOCIOLOGIE DU TRAVAIL (L.E.S.T.)	2
INSTITUT DE RECHERCHE SUR L'ÉCONOMIE DE L'ÉDUCATION (I.R.E.D.U.)	4
INSTITUT DE RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET DE PLANIFICATION (I.R.E.P.)	6
INSTITUT DE RECHERCHE ET DE DOCUMENTATION EN SCIENCES SOCIALES (I.R.E.D.)	8
GRUPE DE RECHERCHE SUR L'ÉDUCATION ET L'EMPLOI (G.R.E.E.)	10
CENTRE DE RECHERCHE SUR L'EMPLOI ET LA PRODUCTION (CRESEP)	12
LABORATOIRE D'ÉCONOMIE SOCIALE	13
GRUPE D'ÉTUDES SUR LES SYSTÈMES INDUSTRIELS (G.E.S.I.)	15
CENTRE D'ÉTUDES JURIDIQUES ÉCONOMIQUES DE L'EMPLOI (C.E.J.E.E.)	16
BUREAU D'ÉCONOMIE THÉORIQUE APPLIQUÉE (B.E.T.A.)	18
LABORATOIRE DE SOCIOLOGIE DU TRAVAIL DE L'ÉDUCATION ET DE L'EMPLOI (LASTREE)	19
LE CEREQ PUBLIE FREQUENCE BREF	20

Dans ce numéro, chaque équipe présente elle-même ses orientations et ses travaux dans le champ de l'emploi et du travail, y compris donc ceux qui ne sont pas liés directement à l'existence du réseau. En effet, chaque équipe développe un ensemble de projets liés à son rattachement au CNRS, à l'Université et aux diverses conventions d'études qu'elle est appelée à passer pour assurer le financement de son activité.

Cette diversité de thèmes, de problématiques, est la richesse même du réseau et l'on comprendra aisément que dans le cadre de leurs relations avec le CEREQ, les coopérations ne peuvent se nouer que sur la base d'une autonomie de chaque membre du réseau.

Mais l'association de ces équipes assure un lien fort entre le CEREQ et le secteur recherche et, à l'inverse, pour chaque équipe le lien avec le CEREQ assure la possibilité de développer des relations plus étroites avec les acteurs locaux et est une incitation au développement de travaux sur la relation formation/emploi. Pour tous, le réseau permet de faire converger des efforts de recherche et des avancées méthodologiques.

Sous la forme ici brièvement décrite, le réseau d'équipes associées au CEREQ est probablement unique en son genre dans le domaine des sciences sociales ou prédomine comme rapport entre administrations et équipes de recherche la convention d'étude particulière et non permanente ou bien l'association des seules équipes de recherche universitaires ou du CNRS entre elles. Certes, ce réseau n'est pas sans connaître des difficultés. La principale tient sans doute aux moyens limités de chaque équipe au regard d'une part, de l'importance croissante des demandes des administrations régionales sur les questions de formation et d'emploi, et d'autre part de l'espace géographique que chacune d'elle doit « couvrir ». La solution du problème n'est pas seulement financière : l'existence d'une association avec le CEREQ exige la présence d'une équipe de recherche ayant déjà acquis une expérience de recherche, condition qui ne peut bien sûr être assurée dans chaque région administrative.

Il reste que la logique de cette coopération est de faciliter la constitution et la diffusion des compétences et des travaux sur les relations entre la formation et l'emploi et de contribuer à décroiser le monde de la recherche et celui des administrations, orientation aujourd'hui particulièrement nécessaire pour assurer une meilleure interaction des uns et des autres.

Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (L.E.S.T.)



Université d'AIX-MARSEILLE II
35, avenue Jules-Ferry
13626 AIX-EN-PROVENCE CEDEX

Le laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail (LEST) est un laboratoire du CNRS qui regroupe une vingtaine de chercheurs et une douzaine de techniciens et administratifs auxquels s'ajoute une quinzaine d'étudiants de doctorat.

Le LEST fait partie du réseau des centres inter-régionaux associés au CEREQ. Une équipe de trois personnes, auxquelles peuvent se joindre d'autres chercheurs et techniciens du laboratoire est plus spécialement chargée de la réalisation des divers programmes de travail du CEREQ auxquels le LEST participe ou a participé : dispositif national d'observation de l'insertion des jeunes dans la vie active à la sortie de l'appareil éducatif, Répertoire français des emplois et, depuis septembre 1984, programme d'observation de l'emploi et du travail dans les entreprises. Les membres de cette équipe sont par ailleurs insérés dans les activités de recherche du laboratoire.

I - LES ACTIVITÉS DE RECHERCHE :

Le LEST appuie ses recherches sur les deux disciplines — économie et sociologie — suivant des orientations pluridisciplinaires. Il développe par ailleurs des méthodologies de comparaisons internationales qui lui permettent d'affiner sa réflexion sur les spécificités nationales, leurs conditions de formation et de transformation.

Actuellement, les perspectives de recherche du laboratoire sont orientées autour de 6 grands axes :

Evolutions technologiques et mutations des entreprises

L'entreprise a toujours été un lieu de recherche du LEST. Plus récemment,

le laboratoire a mis l'accent sur l'étude de nouvelles technologies correspondant à l'informatisation des activités de production et de conception industrielles (MOCN, automatismes informatisés). Refusant l'idée d'un déterminisme technologique, ces recherches, dont certaines s'appuient sur des comparaisons internationales, visent à mieux comprendre les facteurs influençant la conception et la diffusion de ces technologies, les conditions de leur implantation, leurs effets sur l'organisation du travail, le contenu des qualifications et les besoins en formation. Plus généralement, il s'agit de comprendre quelles places occupent la formation et les qualifications dans les transformations actuelles des entreprises.

Offre de travail : stratégie éducative et professionnelle des jeunes

Ces recherches s'appuient sur des données individuelles concernant les jeunes sortant de l'appareil éducatif à différents niveaux. Leur objectif est de décrire les modes d'insertion sur le marché du travail et de chercher les facteurs explicatifs de ces formes d'insertion différenciées en rapprochant les caractéristiques individuelles des caractéristiques structurelles de l'appareil de formation et de l'appareil productif.

Politique de l'emploi ; flexibilité de la main d'œuvre ; classification et rémunération

Le LEST poursuit ses investigations sur le rôle des relations professionnelles dans la formation et l'évolution des salaires pour dégager des théories de salaire mieux socialisées. Les recherches comparatives sur les formes de flexibilité des économies industrielles face à la crise visent à caractériser les formes d'évolution et les modes de régulation spécifiques en les reliant aux structures sociales et économiques des pays considérés dans une perspective dynamique.

Conditions de travail ; nouvelles formes de travail ; nouveaux droits des travailleurs

Il s'agit là de décrypter les enjeux économiques et sociaux interférant avec l'émergence du débat sur les conditions de travail au cours de la précédente décennie tout en tenant compte des perspectives nouvelles ouvertes par la mise en place du droit d'expression des salaires.

Enfin, l'intérêt porté par le laboratoire au type de croissance, à la qualité de la vie et au niveau de l'emploi suppose une analyse des rapports entre activités marchandes et non marchandes, du partage de l'emploi, replacés dans le contexte du changement des modes de vie.

Division sexuelle du travail ; interaction entre vie professionnelle et vie familiale

Contribuant à la progression de la compréhension de l'offre de travail, les recherches s'inscrivant sous ce thème visent à mieux cerner les stratégies familiales face au travail ainsi que les modes de vie familiaux marqués par une double activité professionnelle de plus en plus fréquente. La connaissance de la division sociale et sexuelle du travail peut être approfondie en articulant l'activité professionnelle et le travail domestique des femmes, articulation indissociable de représentations dont le mode de constitution privilégié semble se situer au sein de lignées féminines.

Economie et Sociologie de la Santé

Les recherches s'orientent de plus en plus vers une analyse du système de soins pris dans son ensemble, système complexe où la logique médicale doit être confrontée à la rationalité économique et aux déterminations sociologiques. Le champ médical est également abordé du point de vue de la sociologie des professions et par un questionnement de la théorie de la reproduction à propos de l'existence d'une dissidence médicale collective et organisée syndicalement.

II - LA PRÉSENCE DU LEST DANS LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

Elle s'exprime d'une part à travers différents travaux de recherche, d'autre part à travers la participation du LEST à de nombreuses instances régionales et ses activités d'enseignement.

Bien que le LEST n'ait pas systématiquement développé de programmes de recherche à finalité régionale, certains de ses travaux présentent une dimension régionale assez marquée. Il s'agit notamment de la plupart des recherches menées sur le thème des évolutions technologiques et des mutations des entreprises et sur celui de la flexibilité de la main d'œuvre et des classifications. Qu'elles aient ou non une dimension comparative internationale, lorsque ces recherches s'appuient sur des études de cas d'entreprises, celles-ci sont prioritairement, voire exclusivement, choisies dans la région PACA.

Citons notamment :

— Les nouvelles technologies en production industrielle et les changements dans le travail et les qualifications en France, RFA, Grande-Bretagne et Japon ; sur les 10 études de cas d'entreprises réalisées pour la France, 4 portent sur des PME de la région.

— la contribution du LEST au Programme d'Observation de l'Emploi et du Travail dans les entreprises du CEREQ.

— Les automatismes informatisés et leurs effets sur les qualifications et les besoins en formation dans les PME industrielles de la région PACA. Ce travail prolonge une enquête faite en 1984/85 par l'Observatoire Régional de l'INSEE sur le même thème dans 200 PME de la région avec participation du LEST à la conception méthodologique et la réalisation.

Au delà des recherches proprement dites et du recueil des données, il faut y voir le souci du LEST d'enrichir sa connaissance du tissu industriel régional et d'instaurer des échanges avec les entreprises.

Les recherches sur l'offre de travail présentent elles aussi une orientation régionale puisqu'elles s'appuient soit sur des données exclusivement régionales — effectifs des élèves de terminales techniques de l'Académie, nouvelle enquête insertion CEREQ effectuée par le Rectorat — pour une recherche sur les stratégies éducatives et professionnelles des techniciens de l'industrie, soit sur l'exploitation régionale des enquêtes nationales du CEREQ comme « insertion des jeunes dans la vie active » (la participation du LEST à la réalisation de l'enquête insertion pour la région PACA s'est prolongée par des travaux sur le processus d'embauche des jeunes issus des LEP industriels des Bouches du Rhône).

Enfin, divers travaux menés en économie de la santé ont conduit à l'étude du système médico-sanitaire de la région (hôpitaux, filières de soins traitant de l'alcoolisme par exemple).

Tous les domaines de recherche du laboratoire sont à des titres divers impliqués dans les interventions auprès de différents organismes dont on donnera ici un énumération rapide :

- Participation au conseil scientifique de l'Observatoire régional de la santé.
- Participation aux commissions « Femmes et nouvelles technologies » et « Nouvelles techniques de production » instaurées par la Délégation régionale aux droits de la femme.
- Présidence de la commission Emploi-Formation du CRIES et participation au « Schéma Régional de la Formation Professionnelle ».
- Assistance aux services nationaux d'Information et d'Orientation en tant que Centre associé au CEREQ.
- Création du Groupe régional sur l'amélioration des conditions de travail (GREACT).
- Assistance technique à la Direction Régionale du Travail pour le bilan sur la mise en place du droit d'expression dans les entreprises.

Enfin dans le cadre de l'UER de Sciences Economiques de l'Université d'Aix-Marseille II, le LEST a la responsabilité d'un DEA et doctorat en « Economie et Sociologie du Travail ».

Bibliographie

M. Maurice. - « Micro-électronique et changements dans le contenu du travail et des qualifications, et dans les formes de mobilité professionnelle. » Aix-en-Provence, LEST, 1985.

A. d'Iribarne. - « Nouvelles technologies, qualification, efficacité productivité et sortie de crise. » Aix-en-Provence, LEST, 1984.

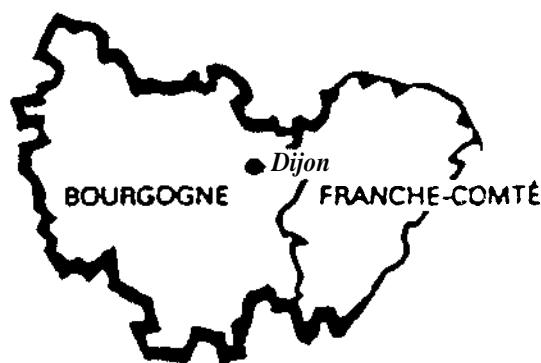
M. Arliaud. - « Le corps étranger. Trajectoires sociales et socialisation professionnelle en médecine. » Aix-en-Provence, LEST, 1984.

F. Eyraud et R. Tohobanian. - « Tendances et évolution des relations professionnelles en France : la tentation de l'entreprise. » Aix-en-Provence, LEST, 1984.

H. Nohara et J.-J. Silvestre. - « Structures industrielles, mouvements de l'emploi et crise économique. Le cas de la France et du Japon dans les années soixante-dix. » Aix-en-Provence, LEST, 1984.

C. Marry. - « Une manifestation concrète du « Poids d'Anchise » : l'intervention palermelle dans le processus d'embauche des jeunes ouvriers. » Aix-en-Provence, LEST.

Institut de recherche sur l'économie de l'éducation (I.R.E.D.U.)



Université de **DIJON**
Faculté des sciences Mirande -
BP 138 - 21004 **DIJON CEDEX**

L'Institut de Recherche sur l'Économie de l'Éducation (IREDU) est une équipe associée au CNRS (UA 927) qui agit en tant que centre inter-régional associé du CEREQ au niveau de la Bourgogne et de la Franche-Comté. Trois directions structurent ses activités : analyse économique des systèmes d'enseignement, ressources humaines et développement, relations entre formation et emploi. Nous évoquerons rapidement les deux premiers thèmes, présentant plus en détail le troisième ; un dernier point sera consacré aux interventions au plan régional.

I - ANALYSE ÉCONOMIQUE DES SYSTÈMES D'ENSEIGNEMENT

Au sein de ce thème, on peut distinguer trois familles. Un ensemble de travaux concerne les coûts et les effets des politiques éducatives, tant à un niveau agrégé (inégalités départementales de scolarisation, évolution des dépenses d'éducation en France, rémunération des enseignants dans les pays de l'OCDE) qu'à celui des politiques d'enseignement supérieur (analyse comparative des politiques françaises et israéliennes, critères de différenciation des établissements d'enseignement supérieur) ou bien encore à travers des recherches plus spécialisées (effets redistributifs de l'enseignement supérieur, surcoût associé à la présence d'étudiants étrangers du 3^e cycle, financement public de la recherche et du développement en France).

Les deux autres familles marquent, dans la dernière période, une évolution des travaux de l'IREDU concernant le fonctionnement du système éducatif français. Cette évolution s'est faite, d'une part, dans la direction de *revaluation* des processus,

modes de sélection et d'orientation, méthodes d'acquisition ; et, d'autre part, dans celle de *l'analyse des instances parascolaires* en cherchant à mieux comprendre les rôles respectifs de l'école et de son environnement institutionnel et social.

Les travaux d'évaluation proprement dits concernent l'évaluation d'une expérience en zone d'éducation prioritaire et l'analyse des variabilités des acquisitions au cours préparatoire, l'évaluation de la procédure d'orientation en classe de 5^e du collège, l'évaluation des groupes d'aide psycho-pédagogique à l'école élémentaire, les aspects économiques de l'introduction des nouvelles technologies dans l'enseignement, l'analyse des réponses aux besoins de formation aux techniques d'économie d'énergie.

Les travaux abordant le système éducatif dans ses relations avec l'environnement ont trait à l'utilisation du temps des élèves, aux tests d'une politique d'incitation à la pratique des activités culturelles et sportives et à l'analyse économique du travail social.

II - RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT

Le rétrécissement des fonds publics et l'alourdissement des charges pesant sur des systèmes scolaires de moins en moins efficaces rendent les questions du coût et du financement plus urgentes que jamais. C'est pourquoi un premier sous-ensemble de recherches concerne le coût et le financement de l'éducation dans les pays en développement, la planification de l'éducation, l'analyse de l'équité dans le système scolaire, l'analyse coût-efficacité de l'enseignement technique en Afrique francophone, l'aide internationale à l'éducation en Afrique sud-saharienne.

Un second sous-ensemble de travaux s'intéresse aux relations entre systè-

mes scolaires et appareils productifs. Il comprend des recherches localisées comme celles concernant le coût, le financement et les débouchés du système éducatif en République de Guinée, des analyses comparatives comme la recherche réalisée dans huit pays d'Afrique francophone sur les relations entre la production des systèmes éducatifs et les capacités d'absorption des marchés du travail, et des perspectives plus directement théoriques comme la réflexion sur les liens entre éducation et productivité agricole.

Le troisième sous-ensemble concerne la production, l'utilisation et le financement des services publics de santé. Il tente de repérer les coûts des services de santé, les modes de financement, l'efficacité et l'équité de ces services. Les études réalisées révèlent en particulier la nécessité de réformes fondamentales, tant en ce qui concerne la nature des services (davantage de prévention) que leur organisation ou leur financement.

Ces recherches promeuvent un aspect de coopération avec des chercheurs étrangers, que ce soit à travers des recherches en collaboration avec des équipes locales (exemple de l'analyse coût-efficacité de l'enseignement technique au Togo et au Cameroun), à travers l'organisation de séminaires internationaux ou à travers les liens entretenus avec de nombreuses universités étrangères.

III - LES RELATIONS ENTRE FORMATION ET EMPLOI

A. Formations et revenus : La prise en compte des facteurs d'offre de travail

Les travaux réalisés au cours des deux dernières années ou en cours à l'heure actuelle concernent trois approches complémentaires. La première vise à actualiser les premiers calculs de taux de rendement de l'éducation aux différents niveaux du

système d'enseignement. Il apparait en particulier que les modifications globales sont relativement faibles entre 1964 et 1977. Elle se consacre en outre à une formulation différente des modèles de gain à partir d'une construction du nombre d'années d'étude qui tient compte des retards scolaires et de la modification du niveau moyen de scolarisation des différentes générations ; elle permet ainsi de proposer un modèle alternatif à celui du capital humain qui est plus en accord avec les principes de la théorie du « filtre ».

La seconde recherche considère quant à elle la formation des revenus au sein du couple et les phénomènes de spécialisation induits par les rendements de l'éducation et de l'expérience professionnelle des hommes et des femmes en relation avec les événements familiaux.

Le troisième travail réalise une transition avec la deuxième famille de recherches dans la mesure où il vise à mettre en valeur l'existence et l'influence de la formation professionnelle selon les caractéristiques de l'entreprise employant l'individu.

B. Les modes de gestion de la main-d'œuvre

La première recherche prolonge directement les travaux initiaux utilisant les données issues de trajectoires professionnelles à la sortie du système scolaire. Elle a consisté à réaliser conjointement une enquête de cheminement auprès d'une population de sortants au niveau V du département du Jura et une enquête auprès des entreprises du même département à propos de leur politique de recrutement (caractéristiques de la main-d'œuvre à laquelle elles font appel, canaux d'embauche, statut des emplois...).

Ainsi, on peut analyser dans quelle mesure les trajectoires des jeunes sont structurées par les entreprises qui les emploient et dans quelle mesure cette structuration s'inscrit dans la logique des modes de gestion de main-d'œuvre.

Une seconde direction prolonge un travail d'évaluation des méthodes françaises de prévision de l'emploi par professions, sur la base d'une recherche qui, limitée à un bassin d'emploi, après avoir fait le bilan critique des données existantes, part de l'analyse des politiques d'emploi des firmes au niveau local et de l'évolution de leurs qualifications pour fournir des outils d'aide à la décision en matière de politique éducative au niveau local.

Une troisième direction concerne l'analyse comparative des modes de gestion de la main-d'œuvre d'entre-

prises implantées en France et au Brésil. Deux groupes du secteur électricité-électronique implantés en Bourgogne et au Brésil ont servi de champ d'investigation. Dans un premier temps, des enquêtes ont été effectuées auprès des établissements brésiliens, qui ont été suivies d'enquêtes semblables auprès d'établissements homologues implantés en France.

C. La modification des conditions d'offre de travail : le cas des jeunes sans qualification

Cette réflexion est partie d'une demande de formateurs de l'Éducation Nationale s'occupant de jeunes sans qualification qui s'interrogeaient sur l'efficacité de leur travail quant aux possibilités d'offrir à ces jeunes une nouvelle chance d'accéder à une qualification et à un emploi en rapport avec celle-ci. Un premier travail a donc concerné un groupe d'établissements particulier.

Mais ces formations, à l'origine pilotes, ont vu leur importance croître avec l'instauration du programme de formation et d'insertion des jeunes de 16 à 18 ans, sortis sans qualification du système scolaire. Et tout naturellement, l'IREDU s'est intégré au dispositif d'évaluation créé pour ce programme. Si dans une première phase, l'ensemble du fonctionnement du dispositif a été analysé, la seconde phase s'est concentrée sur l'impact du passage par le dispositif sur la trajectoire professionnelle et sociale et sur le fonctionnement de l'alternance. Il s'est agi alors de mettre en lumière dans quelle mesure les caractéristiques de la demande de travail pouvaient limiter les conséquences positives des actions de rattrapage et influencer le fonctionnement de l'alternance.

D. L'analyse de publics de formation spécifique

Des systèmes d'enseignement spécifiques avaient déjà fait l'objet de recherches à l'IREDU, qu'il s'agisse de la formation professionnelle continue ou de la formation des apprentis. Une recherche récente sur l'enseignement agricole est cependant originale par la richesse des données utilisées. Sur le plan national, elle a pu utiliser les enquêtes d'insertion et de cheminement réalisées par le CERQ à l'ensemble des niveaux. Sur le plan local, elle a pu bénéficier d'informations fines issues d'une enquête ad hoc. Elle a pu conduire à présenter les canaux d'accès actuels aux professions du monde agricole et les stratégies éducatives des familles d'agriculteurs.

Une autre famille de recherches concerne les personnes handicapées. Dans la mesure où l'équipe est actuellement associée à l'élaboration et à l'évaluation d'un « projet-modèle » intégré dans un réseau couvrant quinze unités urbaines européennes et qui, à l'instigation de la CEE et du Fonds Social Européen, vise à promouvoir, notamment au moyen de la formation professionnelle, l'intégration socio-économique des personnes handicapées.

E. Les collaborations régionales

Développant des recherches dans de multiples directions et à des échelons géographiques diversifiés, l'IREDU n'entretient pas moins un ancrage régional solide. Ainsi, dans le cadre de ses travaux sur le fonctionnement du système éducatif (évaluation des procédures d'orientation, des GAPP, de l'implantation des nouvelles technologies, des besoins de formation aux économies d'énergie), l'équipe fait-elle largement appel à la collaboration des acteurs du système éducatif local, (administration rectoriale, inspecteurs, directeurs d'établissements scolaires, enseignants, conseillers d'orientation) tant pour la conception et la réalisation des travaux que pour la discussion de leurs résultats.

Mais c'est certainement dans le cadre des recherches ayant trait aux relations formation-emploi, notamment de par le rattachement au CERQ, que ces collaborations sont les plus fréquentes.

Ainsi, le Service Académique d'Information et d'Orientation de Dijon participe-t-il directement aux activités du CIA, accueillant aussi dans son bulletin (FIEF, Feuille d'Information sur l'Emploi et la Formation) les résultats des travaux de l'équipe.

De même, la recherche réalisée sur les rapports entre cheminements professionnels et politiques de gestion de main-d'œuvre des entreprises dans le Jura n'a pu voir le jour que grâce à une collaboration avec le S.A.I.O. de Besançon, les Directions Régionales du Travail et de l'INSEE de Franche-Comté, et les Comités des Bassins d'Emploi du Jura.

Les liens sont aussi étroits avec les administrations régionales comme le Conseil Régional qui a financé des recherches sur le système régional de formation professionnelle continue et sur l'apprentissage, ou la Délégation Régionale à la Formation Professionnelle qui a notamment apporté son concours à l'évaluation du programme « 16-18 ans ».

L'IREDU participe également à des actions de formation auprès de

conseillers d'orientation, de charges de formation continue et organise mensuellement un séminaire sur les aspects régionaux des relations formation-emploi destine aux chercheurs et membres des administrations concernées par ce problème.

Bibliographie.

« Rapport scientifique de l'IREDU ». Novembre 1985.

F. Abillama. - « Migrations et relations entre formation et emploi : le cas du Jura. » Mémoire de DEA, novembre 1985.

M. Duru et A. Mingat. - « De l'orientation en fin de cinquième au fonctionnement du collège. 1 - Evaluation de la procédure. » in Cahier de l'IREDU, n° 42, octobre 1985.

J. Perrot, B. Millot avec la participation de G. Galode. - « Enseignement agricole et devenir professionnel. » in Cahier de l'IREDU, n° 41, octobre 1985.

J.-J. Paul. - « Forecasting skilled-manpower needs in France : concepts and methods » extrait de « Forecastings killed manpower needs : The experience of eleven countries. » Paris, UNESCO/IPE, 1985.

C. Guegnard et C. Ricci. - « Insertion des jeunes en 1985. Premiers résultats. » Paris, SAIO, Service statistique rectoral, CIA-CEREQ, IREDU, août 1985.

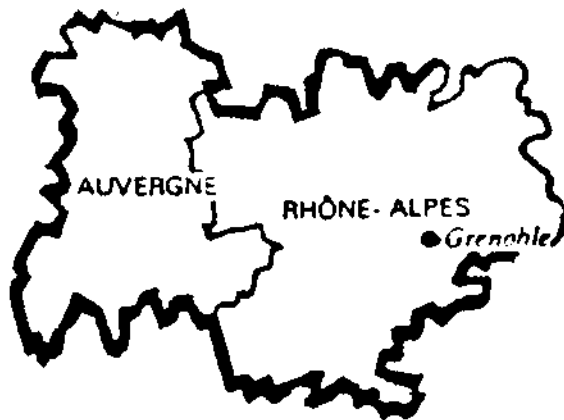
J.-J. Paul. - « Young people and systems of training and employment : the french experience » extrait de « Youth, unemployment and training : a collection of national perspectives. » G.-B., Falmer press, avril 1985.

A. Giffard, J.-J. Paul, et M. Richard. - « Strategies et trajectoires des jeunes sans diplôme : éléments d'évaluation du dispositif de formation et d'insertion des jeunes de 16 à 18 ans en Bourgogne. » in Cahier de l'IREDU, n° 40, mars 1985.

A. Mingat et J.-P. Jarousse. - « Analyse économique et fondements sociaux des disparités de salaire. » Rapport pour le ministère de la Recherche, Janvier 1985.

J.-P. Paul. - « Note de synthèse : les analyses françaises des relations formation-emploi. » in Revue française de pédagogie, n° 69, octobre 1984.

J. Perrot et M.-T. Rapiou. - « Offre d'équipements socio-culturels et sportifs et comportements des élèves : conséquences pour une politique sociale. » in Cahier de l'IREDU, n° 38, mai 1984.



Université de GRENOBLE II
B.P. 47 X
38040 GRENOBLE CEDEX

Le Centre Inter-régional Associé de Grenoble travaille au sein de l'IREP-Développement, unité associée au CNRS. Ses travaux bénéficient donc des orientations scientifiques de ce dernier et plus particulièrement de celle de l'Equipe d'Economie du Travail.

Les travaux menés au sein de l'équipe d'économie du travail ont trait à l'analyse des changements portés par les mutations technologiques et par l'évolution des principes d'organisation dans les entreprises. Le champ de l'industrie est la référence principale des études.

1. L'EVOLUTION DU TRAVAIL INDUSTRIEL

Les recherches menées sur ce thème comportent deux aspects : les questions liées au *travail* proprement dites, d'une part, les questions liées à la *formation* d'autre part.

Sur le travail :

- L'évolution des qualifications et des collectifs de travail

Le changement des qualifications induit par les mutations industrielles et la recomposition des collectifs de travail qui l'accompagne sont deux questions très liées, l'IREP les aborde sous plusieurs aspects :

- **l'émergence de nouvelles qualifications** montre une profonde transformation de la relation de l'homme à son travail. L'introduction de l'informatique dans la plupart des processus de travail industriels bouleverse une structure des qualifications jusque la

solidement ancrée sur les processus mécaniques. Les savoirs mobilisés, de même que les relations instituées au sein des collectifs de travail sont remis en cause au profit de nouveaux processus cognitifs et de nouveaux réseaux de relations. Les chercheurs de l'IREP engagés sur ce programme s'associent les compétences de chercheurs venus des divers horizons des Sciences Humaines.

- **Ouvriers qualifiés et techniciens d'ateliers** de la chimie, de la micro-électronique, de l'ameublement et de l'automobile sont étudiés à travers la transformation de leurs fonctions, de leurs itinéraires professionnels, des relations qu'ils entretiennent de groupe à groupe.

- **Le travail dans les PME** est lui aussi en question. Qu'en est-il de l'automatisation dans ces entreprises dont l'organisation se révèle souvent très originale par rapport à celle des grandes entreprises et où les thèses couramment admises concernant l'évolution de la division du travail sont difficiles à confirmer ? L'étude est menée à partir des P.M.E. de la mécanique.

- Le développement des technologies flexibles dans l'industrie et leurs conséquences, au niveau de l'entreprise et au niveau macro-économique

Les technologies dites « flexibles » sont présentées comme porteuses de profondes modifications pour l'entreprise quant à ses relations avec le marché et à l'**incertitude** qui pèse toujours sur la valorisation de la production.

C'est à la connaissance de ces technologies, à leur degré de diffusion en France, en RFA et au Danemark, que s'attache une comparaison internationale centrée sur le secteur de la transformation des

Institut de recherche économique et de planification

(I.R.E.P. - Développement)

metaux. Deux questions centrales la motivent :

- quel degré de rupture avec le modèle productif antérieur les technologies flexibles induisent-elles en matière de productivité, d'intensité capitaliste, de rentabilité et de choix des investissements ?

- quelles transformations peut-on observer ou prévoir dans le travail humain, son organisation, sa préparation et la **formation** qui précède et accompagne sa mise en œuvre ?

- La mise en œuvre de nouvelles formes d'organisation du travail, d'organisation du temps de travail et de gestion de la main-d'œuvre dans les entreprises

Parallèlement aux changements techniques, les firmes expérimentent de nouvelles formes sociales. Celles-ci concernent la gestion de la main-d'œuvre et l'organisation du travail en particulier sous son aspect temps.

Deux recherches sont menées à l'IREP sur ce thème, en collaboration avec d'autres équipes :

- la première étudie la « flexibilité » actuelle des entreprises françaises à partir de quatre champs : l'ajustement quantitatif des effectifs, la durée du travail et son organisation, la formation des salariés, l'extériorisation des activités de sous-traitance de l'entreprise,

- la seconde porte sur le secteur du B.T.P. et tente une comparaison internationale des modes de gestion de la main-d'œuvre dans ce secteur.

Sur la formation :

Les travaux de l'IREP sont liés pour une part importante à l'observation des entrées dans la vie active mis en place par le CEREQ ainsi qu'aux dispositions ministérielles concernant les jeunes de 16-18 ans. Depuis quel que temps toutefois, une réorientation s'opère visant à lier plus étroitement l'approche des questions de formation aux transformations des entreprises.

- L'observation des entrées dans la vie active et les mesures concernant les jeunes de 16 à 18 ans

Les données fournies par l'Observatoire des entrées dans la vie active ont permis une étude synthétique des problèmes d'insertion posés aux jeunes issus des diverses filières de formation du niveau VI bis jusqu'au niveau III. Les résultats de cette étude s'ajoutent à ceux concernant les jeunes en situation d'échec scolaire obtenus lors des opérations de suivi et d'évaluation du dispositif concernant les jeunes de 16 à 18 ans.

Enfin, ces travaux seront prolongés par la mission d'évaluation actuellement en cours pour le compte de l'ANPE concernant les formations modulaires mises en œuvre pour les chômeurs de longue durée.

- La formation et l'entreprise

Il semble que l'entreprise ait aujourd'hui une approche différente de la question de la formation. C'est en tout cas l'hypothèse d'une recherche associant des chercheurs de différentes disciplines postulant que l'entreprise tend à intérioriser certains besoins de formation autrefois extériorisés. La recherche s'efforcera de répondre à la question suivante : quelles sont les conditions économiques et sociales conduisant l'entreprise à une intervention accrue dans la formation.

2. L'ACTION REGIONALE

Les travaux menés au niveau régional portent pour une part sur les questions de savoir-faire, de mise en œuvre des compétences acquises au service du développement régional et du renforcement de la coopération avec les pays en voie de développement. Par exemple, une étude en cours menée par l'équipe développement de l'IREP s'attache à mesurer les retombées socio-économiques de la fermeture des Houillères du

Dauphiné sur le plateau matheysin. Outre la question du volume et de la nature des emplois détruits et à recréer, la recherche porte sur les savoir-faire acquis par les salariés en place, leur nature, leur adaptabilité et leur transférabilité.

Dans le même domaine, on peut noter l'action entreprise avec les P.M.E. de la Savoie afin d'étudier les problèmes liés au savoir-faire lors des transferts de technologies vers les pays en voie de développement.

La structuration de la région comme entité économique et sociale a en outre conduit l'IREP à s'impliquer dans deux opérations :

La première concerne la mise en place d'un observatoire régional des emplois de l'informatique ;

La seconde est la constitution d'un observatoire de la vie sociale.

Bibliographie.

« Productivité et conditions de travail. Un bilan bibliographique critique. » in Cahiers du CERNEA, n° 18, 1985.

C. Beauviala et M. Couetoux. — « Bilan critique des évolutions récentes dans le domaine de l'information économique des travailleurs. » in Cahiers du CERNEA, n° 4, 1984.

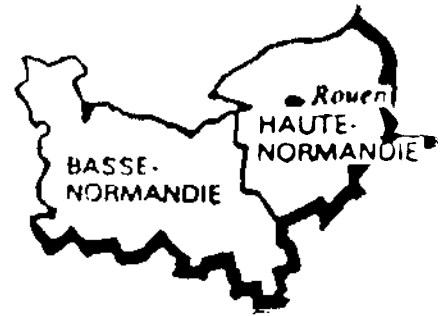
G. Margirier. — « Crise et nouvelle organisation du travail » in Travail et emploi, n° 22, 1984.

M. Bel. — « A propos de l'informatique : une nouvelle approche des relations entre l'emploi et la formation » in Formation Emploi, n° 3, juillet-septembre 1983.

P. Mouy. — « La formation professionnelle initiale des ouvriers et l'évolution du travail industriel » in Formation Emploi, n° 1 Janvier-mars 1983.

A. Rosanvallon et J.-F. Troussier. — « Formation aux changements et qualification ouvrière. IREP-D, 1983. »

Institut de recherche et de documentation en sciences sociales (I.R.E.D.)



Université de HAUTE-NORMANDIE
7, rue Thomas-Becket
Groupe emploi-formation
76130 MONT-SAINT-AIGNAN

Comme l'ensemble des centres associés, le CIA de Rouen est d'abord impliqué dans les nouveaux dispositifs mis en place au niveau national par le CEREQ. Il s'agit :

— d'une part, du programme d'observation de l'emploi et du travail dans les entreprises, pour lequel le CIA de Rouen a privilégié le secteur électronique ;

— d'autre part, du dispositif de suivi des entrées dans la vie active. En plus, en ce domaine, le CIA de Rouen réfléchit à la mise au point d'un système permanent de suivi des étudiants quittant l'Université, et de cohortes d'étudiants à l'intérieur de l'Université.

Parallèlement, le centre développe un programme de recherches, qui sera axé, pour 1986, sur trois thèmes :

— le programme d'observation des qualifications dans les entrepri-

ses privilégie plutôt les grandes unités de production. Il nous a donc semblé utile de démarrer, en complément, une réflexion sur les petites unités et particulièrement les créations d'entreprises. Notre programme a moyen terme sur *les profils des créateurs* doit en particulier permettre de dégager des parcours professionnels des créateurs, et des typologies qui, au-delà des caractéristiques socio-démographiques, intègrent leur qualification. Une première approche a partir de trois fichiers (chômeurs créateurs, primes régionales à la création d'entreprises, créations artisanales) sur la Haute-Normandie, a déjà permis d'avancer dans cette direction. Une recherche plus approfondie doit maintenant être réalisée à partir d'entretiens individuels sur les motivations et les parcours professionnels, tandis qu'une nouvelle interrogation des chômeurs créateurs doit être réalisée.

Simultanément, une autre recherche sur la création d'entreprise en milieu populaire s'efforce d'analyser les représentations socio-économiques et culturelles des milieux populaires dans le

domaine de la création d'entreprise (Achèvement début 1987).

— Le second thème porte sur *l'analyse du fonctionnement du marché du travail*, axe de recherche déjà depuis quelques années du centre. Actuellement deux directions sont privilégiées dans le cadre de travaux universitaires :

- Les réflexions sur le marché du travail ces dernières années ont quelque peu oublié le rôle des syndicats. Prolongeant une étude monographique, la recherche vise à définir les formes de structuration socio-économique de l'organisation de l'activité syndicale, impulsée par les transformations du rapport salarial, liées soit aux bouleversements technologiques, soit à l'intervention étatique. Une mise en rapport avec l'analyse du fonctionnement du marché du travail devrait alors être réalisée.
- La spatialisation du marché du travail a débouché de façon opérationnelle sur la notion de bassin d'emploi. L'information statistique est maintenant assez

abondante a ce niveau pour permettre sur des champs varies des comparaisons systematiques des bassins de la region. La recherche vise alors par une analyse multicritere a regrouper ces bassins pour reexaminer le probleme du decoupage territorial au-dela du seul critere des migrations alternantes. Il convient de noter que dans ce cadre une serie de fascicules portant chacun sur un bassin a ete realisee pour presenter l'information economique disponible, et particulierement l'information sur l'emploi et la formation.

— Le troisieme theme enfin porte sur *la relation emploi-formation*. Depuis quelques annees les travaux de l'equipe se sont appuyes sur l'idee que les recherches sur l'insertion des jeunes ne pouvaient pas considerer le systeme educatif comme une boite noire produisant des qualifications. Le fonctionnement interne du systeme educatif, en terme d'orientation, selection, contenu de formation doit etre mis en relation avec les differents modes d'insertion sur le marche du travail.

C'est cette demarche qui nous a guides depuis le debut, dans la realisation du programme d'evaluation du dispositif d'aide aux jeunes de 16 a 18 ans. C'est aussi la demarche qui prime dans un certain nombre de recherches sur ce theme :

- etude des besoins de formation des entreprises du bassin d'emploi du Vaudreuil, menee en collaboration avec tous les partenaires locaux.
- etude de l'insertion des stagiaires des stages « bureautique » menes durant 2 annees dans l'agglomeration de Rouen pour l'agence pour le developpement de l'informatique.
- etude, en collaboration avec le groupe CRI des pratiques de gestion de la formation continue dans 100 entreprises de la region.

Par ailleurs le CIA apporte son concours a un certain nombre d'instances regionales telles que le Rectorat, l'ERET, la delegation a la formation regionale, l'ONISEP... C'est dans ce cadre qu'il a lance, en etroite collaboration avec la delegation regionale a la formation professionnelle, une experience originale a travers le centre regional d'aide a l'insertion

des jeunes (CREDIJ), sur lequel nous voudrions insister maintenant.

LE CREDIJ (*Centre Regional du Dispositif d'insertion des Jeunes*)

A la suite du premier rapport d'evaluation du dispositif 16-18 ans realise au sein de l'IRED par le « Groupe Emploi-Formation Systeme Industriel », la Delegation Regionale a la Formation Professionnelle confie a l'IRED une mission d'animation, de septembre 1983 a fevrier 1984. Cette periode a ete consacree a deux taches principales :

- creation d'outils d'information pour les PAIO et ML ;
- analyse des besoins suscitees par le developpement des activites des PAIO et ML.

Ce travail met en evidence le grand nombre des demandes du dispositif d'accueil, auxquelles une cellule d'animation reduite a une seule personne ne pourra repondre de facon satisfaisante, sans parler des demandes soulevees par le dispositif de formation lui-meme. Au terme de cette premiere phase d'animation, la Delegation Regionale suscite en avril 1984 l'elargissement des fonctions exercees par la cellule d'animation de l'IRED au sein d'un Centre Regional du Dispositif d'insertion des Jeunes (CREDIJ).

Ce centre decide de s'engager dans un ensemble de recherches-actions partenariales a tous les niveaux de ses interventions :

- elaboration de demarches et d'outils d'information, d'orientation et de formation pour les jeunes en difficulte ;
- developpement de l'information economique regionale ;
- insertion par l'economique dans les metiers du tourisme.

Cooperer avec des professionnels de la formation ou de certains secteurs du tertiaire avec des methodologies de recherche et un souci d'analyser de l'interieur certains processus de formation, d'insertion, et de qualification, tel nous semble etre l'enjeu principal de cette orientation, difficile a mettre en oeuvre mais indispensable, si l'on souhaite renforcer l'impact des etudes ou recherches sur l'environnement.

Le CREDIJ est d'abord un lieu-ressource regional pour tous les acteurs intervenant dans les actions-jeunes :

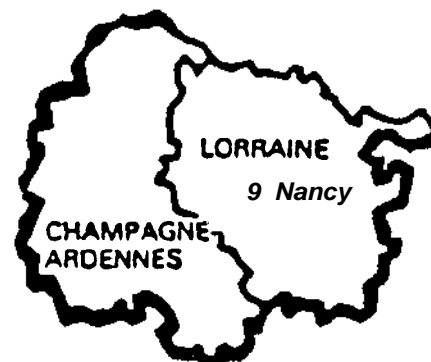
Son action se developpe autour de trois orientations principales dans le domaine de l'information, de l'orientation et de la formation des jeunes :

- Promouvoir de nouvelles demarches qui privilegient la necessite d'insérer les actions dans le tissu local, la priorite a accorder aux demarches de realisation effective (chantier-ecole, formation-production, entreprises intermediaires, etc.), l'importance du climat et des relations, l'interet des nouvelles technologies ;
- produire des outils d'information, d'orientation et de formation ;
- apporter un soutien aux terrains, en particulier aux ateliers pedagogiques personnalises (APP) ou lieux-ressources.

Par ailleurs, le CREDIJ conduit des travaux permettant l'analyse et la raise a jour du cadrage sur l'emploi et la formation dans les 18 bassins d'emploi regionaux ainsi que des etudes sectorielles et etudes d'emplois a la demande des acteurs locaux.

Enfin, le CREDIJ a choisi le secteur du tourisme comme champ d'intervention directe dans l'economie. Ce choix a conduit au developpement de plusieurs actions avec des partenaires specialises (professionnels et formateurs) : la participation directe permet de comprendre de l'interieur les besoins en formation et qualification de ce secteur porteur mais complexe : elle « credibilise » egalement la fonction recherche-action car les resultats sont lisibles directement au terme des actions. Elle promeut enfin une demarche participative dans l'elaboration de certaines solutions concernant le difficile probleme du developpement de l'emploi.

Groupe de recherche sur l'éducation et l'emploi (G.R.E.E.)



Université de NANCY II
23, boulevard Albert-1^{er}
54015 NANCY CEDEX

Le thème général des travaux du GREE est l'analyse des politiques sociales ayant pour point d'application la production, la mobilisation, l'usage et la reproduction de la force de travail. C'est avant tout en tant que facteur constitutif des rapports salariaux dans la structure productive que les politiques sociales, entendues dans une acception extensive, sont étudiées. Cette perspective exige la prise en compte des différents niveaux et formes de leur mise en œuvre — étatiques au sens large, de branche et interprofessionnels, spécificités d'entreprise — et la description de leurs effets combinés.

Ce thème général se déploie actuellement et pour les années à venir autour de trois grands axes de recherche :

1. *L'étude des systèmes de formation, de transition professionnelle, des conditions sociales d'accès des jeunes à l'emploi.*

1.1. Après avoir évalué sur deux années consécutives (1982-1983,

1983-1984) la mise en place, le déroulement et les effets du dispositif d'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 18 ans en Lorraine, le GREE entreprend sur la base de ses propres travaux et de ceux d'autres équipes et institutions de recherche la rédaction d'un ouvrage de synthèse et de réflexion sur ce système de transition professionnelle des jeunes (à paraître en 1986 - Editions Edilig).

Par ailleurs, un suivi plus léger en Lorraine de l'évolution du dispositif 1985-1986 sera assuré sur quatre points : fonctionnement des COFJ (Commissions de l'Orientation et de la Formation des Jeunes), suivi de trois opérations pédagogiques, étude de la formation des formateurs, examen des rapports du dispositif à l'apprentissage. Parallèlement, l'équipe apportera une aide méthodologique d'une part aux groupes de travail administratif mis en place par le Comité régional de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi (COREF), d'autre part à la réalisation d'un projet de recherche-mémoire mené par l'ANPE du département des Vosges visant à étudier les modalités sociales qui contribuent à produire et à gérer la main-d'œuvre jeune non qualifiée.

Enfin, le dispositif perçu comme composante de l'ensemble de l'appareil de formation et de transition sera réinterrogé du point de vue des caractéristiques qui lui confèrent le statut de dispositif de formation. La notion de filière de formation est au cœur de cette interrogation.

1.2. Une attention particulière sera portée au développement des formations alternées. Prenant appui sur les travaux récents mettant en évidence la différenciation des conditions de mobilisation et d'emploi de la main-d'œuvre, la re-emergence et le développement des formations alternées pour les jeunes seront analysés sous l'angle de la consécration du rôle de l'entreprise — lieu et acteur — dans la formation, mais aussi sous celui de la mise en place de nouvelles formes de mobilisation de la main-d'œuvre et des rapports qualification du travail/usage de la force de travail/formes institutionnelles des formations alternées. Le champ sera les formations alternées pour les jeunes de niveau de formation VI, V bis, V durant la période 1975-1985.

1.3. Dans le cadre de l'opération intégrée de développement pilotée

par l'organisation régionale d'études d'aménagement (OREAM Lorraine), le GREE étudie les modifications des conditions de formation et d'insertion des jeunes dans le bassin sidérurgique nord de la Lorraine, en crise profonde. Outre l'OREAM, ce travail a nécessité des contacts importants avec l'INSEE, l'ANPE et les services statistiques régionaux. Analyser les transformations démographiques, l'évolution des flux de scolarisation et des flux d'insertion, ce travail a pour objectif de replacer ces observations statistiques dans le cadre des grandes transformations économiques du bassin (à paraître en Janvier 1986).

2. Formation et emploi dans la structure productive.

2.1. L'évolution des qualifications et des modes de gestion de la main-d'œuvre durant la crise n'est pas separable des modifications tendanciennes des rapports qu'entretiennent les différents acteurs sociaux aux formations. Ainsi en est-il de l'entreprise en tant que lieu et agent de production de la formation (initiale et continue). L'entreprise est aujourd'hui au centre du processus de régulation des systèmes de formation institués, dans la mesure où ces derniers sont en déstabilisation profonde (en particulier l'appareil scolaire), et consolide en même temps sa fonction de producteur direct de formation.

Enjeu de cette évolution est en dernière instance les modalités de constitution de la qualification et de son usage productif. D'où l'idée d'étudier les formations mises en œuvre par et dans l'entreprise, leurs liens aux transformations des collectifs de travail, les rôles et pratiques des différents acteurs de l'entreprise dans la constitution des systèmes de qualifications. Ce projet, mené en coopération avec d'autres équipes de recherche (françaises et étrangères) a vocation à produire une comparaison internationale sur trois pays européens.

2.2 Le GREE participe au programme d'observation de l'emploi et du travail en entreprise piloté par le CEREP. Les entreprises servant de lieu d'observation sont et seront choisies en Lorraine et en Champagne-Ardenne. Corrélativement, l'hypothèse de l'émergence d'une transformation profonde des groupes professionnels productifs dans les unités de production — mettant en cause les configurations

classiques de la main-d'œuvre et les politiques de gestion qui leur sont liées — sera testée.

3. Formes de protection sociale et rapport salarial.

3.1. Un premier travail a pour objet de faire un examen historique et critique de la notion de protection sociale en tant qu'objet constitue à la fois par le discours administratif (Commission du Plan, ministères, sécurité sociale, etc.) et celui des chercheurs (économistes, sociologues...), depuis les années 45 en France. L'itinéraire de la notion, les contours qui lui ont été donnés, les problématiques dans lesquelles elle est prise seront analysés (à paraître en Janvier 1986).

3.2. Complémentairement, les différenciations quantitatives et qualitatives des protections sociales des catégories de salariés de deux secteurs industriels — BTP et sidérurgie — seront étudiées en relation aux autres éléments des rapports salariaux (formation du salaire direct, accès à l'emploi, mobilité, etc.). Les hypothèses de travail sont d'une part que le lien entre types d'emploi et catégories de salariés n'est ni naturel, ni automatique, et d'autre part que le concept de rapport salarial ne peut s'appliquer uniformément à l'ensemble de la structure productive et du salariat. Le champ géographique d'investigation est la

Lorraine, le champ temporel les 25 dernières années. La réalisation de la recherche passe par l'établissement de liens avec les organisations professionnelles et interprofessionnelles et certains appareils administratifs de la région.

3.3. La crise de la sidérurgie a engendré des innovations sociales exceptionnelles — mais contradictoires et controversées — tant sur le problème de la conversion (de la mobilité sectorielle et de la qualification) que sur celui de la fin d'activité des salariés. Ces innovations dépassent aujourd'hui très largement l'espace strict de l'industrie sidérurgique.

Aussi a-t-il paru indispensable d'examiner en détail, à travers la monographie d'une entreprise sidérurgique lorraine, les liens entre l'ensemble des transformations des modes d'usage de la main-d'œuvre et les processus de restructuration et déstructuration productives. Ces liens ne sont ni linéaires, ni le support d'un continuum, mais au contraire le produit direct de pratiques sociales distinctes et contradictoires ayant pour acteurs directions (d'usine, d'entreprise, de groupe), syndicats, organisations professionnelles, appareil d'Etat et salariés. Les mouvements qui affectent les conditions d'usage de la force de travail, loin d'être une simple conséquence de la restructuration de l'appareil productif, en façonnent les modalités de réalisation (à paraître en avril 1986).

Monographie.

P. Chaskiel, H. Lhotel et M.-C. Villeval. - « Négociation et transformations du rapport salarial dans la crise d'une entreprise (1977-1984). Table ronde INSEE-CNRS : les outils de gestion du travail. » Paris, 22-23 novembre 1984. À paraître.

H. Lhotel et T. Papa. - « Crise économique du bassin sidérurgique nord de la Lorraine et conditions de formation et d'insertion des jeunes. » OREAM Lorraine, mai 1985. Rapport intermédiaire, Roneo.

F. de Chasse, J. Lamoure, H. Lhotel, P. Mehaut, A. Monaco, B. Poret et J. Rose. - « Procédures d'agrément, de financement et formations alternées dans le dispositif 16-18 ans en Lorraine.

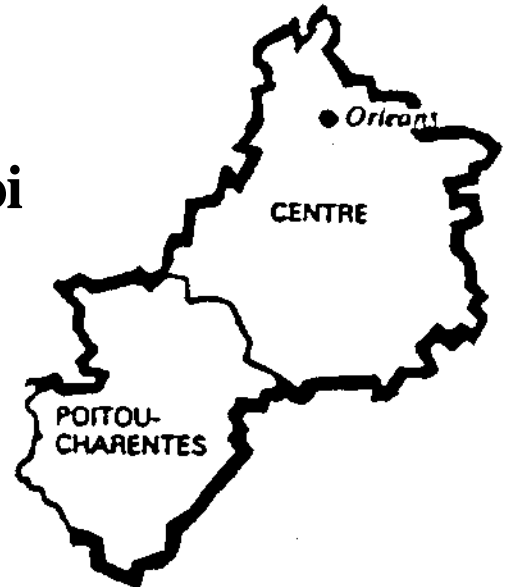
Second rapport de la mission d'observation-évaluation (1983-1984). Metz, délégation régionale à la Formation professionnelle, 1985. Roneo.

J. Rose. - « En quête d'emploi. » Paris. Economica, 1984.

P. Mehaut, A. Monaco, L. Morel, J. Rose et P. Senault. - « Mission d'observation-évaluation : le dispositif d'insertion sociale et professionnelle des 16-18 ans en Lorraine 1982-1983. » Metz, délégation régionale à la Formation professionnelle, février 1984. Roneo.

J.-P. Gréhin, P. Mehaut. - « Evolution d'un appareil régional de formation continue : approche financière et méthodologique » Rapport au ministère du Travail. Mars 1981. Roneo.

Centre de recherche sur l'emploi et la production (CRESEP)



Université d'Orléans
U.E.R. de droit et sciences économiques
Rue de Blois - 45046 ORLEANS CEDEX

Créé en 1983, la CRESEP a développé ses activités autour de trois axes principaux :

1. L'offre de travail.
2. L'insertion professionnelle.
3. L'analyse des qualifications.

A — L'OFFRE DE TRAVAIL

1. L'offre de travail des femmes

Cette recherche s'est développée à partir de la constatation des changements qui s'opèrent sur le marché du travail. L'un des aspects les plus frappants de cette évolution est sans aucun doute la progression constante de la participation des femmes.

La recherche effectuée s'est donc efforcée d'utiliser la théorie économique de l'offre de travail et de voir, à l'aide d'une analyse économétrique, dans quelle mesure elle permet d'expliquer les différences de comportement entre femmes et l'évolution au cours du temps de ces comportements. Nous nous sommes efforcés de répondre à une série de questions :

- Quelle influence exercent la situation professionnelle du mari, ses revenus ou la fortune familiale sur la décision que prend la femme de travailler ou de ne pas travailler ? Quel impact a la présence d'enfants ?
- Quels effets ont les investissements en capital humain des femmes sur leur salaire et leur comportement vis-à-vis du marché du travail ? Quel est l'impact des interruptions de la vie professionnelle sur leur niveau de rémunération ? Quel rôle joue l'éducation pour expliquer les différences

de comportement entre femmes ? Quel rôle a joué l'éducation pour expliquer l'évolution des taux d'activité ?

En prolongement de ces travaux, une recherche est actuellement en cours sur les liens existant entre activité féminine et fécondité.

2. La détermination des niveaux de rémunération et l'analyse des causes des écarts entre salaires masculins et féminins

Le thème de la recherche est l'utilisation de la théorie du capital humain dans l'explication des salaires masculins et féminins observés. En plus de l'appréciation des rendements des investissements scolaires et post-scolaires, les influences de certaines caractéristiques du marché du travail sont étudiées (secteur et régions d'activité, taille de l'établissement du travail...).

Il s'agit également d'utiliser les fonctions de gain estimé pour évaluer l'ampleur de la discrimination selon l'origine sociale ou le sexe au moyen de la méthodologie de BECKER-OAXACA.

Les recherches en cours portent sur la prise en compte du « biais de sélectivité », notamment pour les populations féminines, et sur l'introduction d'une mesure qualitative des investissements scolaires.

3. L'analyse économique de l'affectation du temps entre activités marchandes et non marchandes

Cette recherche porte sur l'utilisation du capital humain hors du marché du travail. Il s'agit d'analyser la façon dont les individus répartissent leur temps entre les différentes activités non marchandes. L'approche utilisée est la théorie économique de l'affectation du temps. Elle est testée

avec des données statistiques françaises concernant les budgets-temps des ménages.

Les résultats devraient permettre une meilleure compréhension des comportements des familles en matière de participation au marché du travail, de répartition des tâches entre les différents membres et d'investissements effectués pour les enfants.

B — L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE

Une étude concernant l'insertion des apprentis des régions Centre et Poitou-Charentes est actuellement en cours. Elle s'appuie sur les résultats de l'enquête réalisée par le CEREQ en 1983 dans le cadre de l'ONEVA (Observatoire National des Entrées dans la Vie Active).

Elle tentera de mettre en relation l'insertion des apprentis avec la configuration de la carte scolaire actuelle et de son évolution. Elle fait suite à l'étude parue en 1982 sur le même thème.

Le Centre a réalisé :

- une évaluation de l'insertion des jeunes de 16-18 ans qui ont suivi les stages d'insertion sociale, d'orientation et de qualification à partir des résultats d'une enquête réalisée en 1984 par le CEREQ,
- une enquête sur l'insertion professionnelle des étudiants de l'Université d'Orléans.

C — L'ANALYSE DES QUALIFICATIONS

1. Les études sectorielles

Après une étude réalisée en 1984 sur

les industries agro-alimentaires de la Région Centre, le Centre inter-régional associé (CIA) et la Direction Régionale de l'INSEE ont décidé conjointement d'effectuer une enquête statistique exhaustive auprès des établissements du secteur.

Les informations sont recueillies par des enquêteurs de l'INSEE et du Service régional de statistiques agricoles.

Cette enquête devrait permettre de donner une vue d'ensemble sur le dynamisme régional du secteur et de révéler les secteurs « porteurs », ceux ou les qualifications pourraient évoluer le plus rapidement, et, d'une façon plus générale, de connaître les effets des investissements sur l'emploi et les qualifications.

Dans la mesure où le secteur représente une part importante des activités régionales, cette recherche intéresse de nombreux partenaires régionaux.

2. Participation au Programme d'Observation de l'Emploi et du Travail en entreprise

Ce programme permet au CIA d'établir des relations plus étroites avec quelques entreprises régionales, autour de deux thèmes principaux :

- les transformations affectant les groupes professionnels qui structurent le personnel
- les transformations des formes de gestion des ressources humaines.

Bibliographie.

M.-B. Rochard. — « Les nouvelles méthodes de gestion : une réponse à l'incertitude économique. » Université d'Orléans, CIA-CERÉQ, septembre 1985.

G. Colletaz. — « Salaires féminins et analyse de la discrimination. » Université d'Orléans, CRESEP, 1985.

G. Colletaz et M. Riboud. — « L'utilisation du capital humain dans les activités marchandes et non marchandes. » Université d'Orléans, CRESEP, 1984.

J.-L. Lespes. — « Les technologies nouvelles et l'organisation du travail » in Travail et emploi, 1984.

P. Paquet. — « Le devenir professionnel des étudiants de l'Université d'Orléans. » Université d'Orléans, CIA-CERÉQ, 1984.

M.-B. Rochard. — « Les industries agro-alimentaires dans la Région Centre. » Université d'Orléans, CIA-CERÉQ, 1984.

C. Sofer. — « La division du travail entre hommes et femmes. » Paris, Economica, 1984.



Université de PARIS 1
90, rue de Tolbiac
75634 PARIS CEDEX 13

Créé en 1965 sous le Séminaire Goetz-Girey dans le cadre de l'ancienne Faculté de Droit et de Sciences Economiques de Paris, le Laboratoire d'Economie Sociale est actuellement Unitaire Associée au CNRS (UA 941) sous l'intitulé : « Economie des Ressources Humaines et Gestion du Non-Marchand ».

Au sein du vaste territoire de l'Economie Sociale, le L.E.S. privilégie quatre domaines d'investigation : économie du travail mais aussi économie de la santé, de la culture et du tiers secteur. Ces derniers seront brièvement évoqués en introduction à la présentation des travaux d'économie de l'emploi et du travail.

A — SANTE, CULTURE ET TIERS-SECTEUR

1. L'économie de la santé

L'économie de la santé est née d'une exigence — l'aide à la décision — et d'une contrainte — garantir la pertinence de travaux économiques portant sur un terrain aussi délicat que celui de la santé de l'individu ou d'une population. L'articulation entre la logique d'aide à la décision et la contrainte de spécialisation se réalise sur un thème — revaluation — et sur une méthode — le développement de travaux monographiques comme fondement d'une analyse de la dynamique du système de santé —. Passant nécessairement par une recherche approfondie sur des populations-cibles ou des technologies particulières, l'évaluation contribue simultanément à mieux spécifier certaines des contraintes propres au système de soins, à éclairer les relations existant entre ses diverses composantes. Elle est ainsi une modalité concrète d'appréhension du fonctionnement du système de soins susceptible de fonder des hypothèses fortes sur la dynamique et la régula-

Laboratoire d'économie sociale

tion de ce système, en particulier en matière d'emploi.

2. L'économie de la culture

S'appuyant sur des concepts d'Economie Publique et adoptant une problématique issue de l'analyse économique de la bureaucratie, les premières études du laboratoire se sont intéressées aux modes de gestion d'organismes subventionnés aussi divers que les maisons de jeunes et de la culture, les parcs naturels régionaux et les théâtres lyriques. Leurs résultats ont permis de proposer une interprétation de la politique culturelle de l'Etat et des comportements des gestionnaires dans des domaines spécifiques et, en premier lieu, dans ceux de la musique et du théâtre.

En liaison avec le Service des Etudes et de la Recherche du Ministère de la Culture, le laboratoire a, depuis, entrepris une série de recherches sur les facteurs moteurs du développement culturel. Dans cette perspective est privilégiée l'étude de l'impact des nouvelles technologies sur la gestion et la capacité d'emploi des formes entrepreneuriales diversifiées de ce secteur.

3. L'économie du tiers-secteur

L'économie du tiers-secteur se situe à l'interface de deux réflexions, l'une s'attachant à une compréhension stratégique des nouvelles formes de politique et d'action sociale, de leurs déplacements, de leurs évolutions et de leurs institutionalisations, l'autre insistant sur les problèmes d'évaluation de l'activité sociale et de quantification des flux qui la traversent.

B — TRAVAUX D'ECONOMIE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

La première étape de travail (1976-1980) a consisté en une réflexion théorique sur la qualification et la manière dont elle est produite par les institutions de formation et l'expé-

rience professionnelle. Ce travail théorique a été nourri, conformément à la démarche d'ensemble du laboratoire, par des recherches appliquées à des terrains spécifiques : les secteurs de la santé, de la banque et de l'assurance. Ces travaux ont fait apparaître deux phénomènes importants : l'existence de seuils de formation et de filières qualifiantes qui soulignent le rôle décisif de l'appareil de formation.

A partir de l'acquis de ces travaux théoriques, il est apparu nécessaire (2^e étape de travail : 1980-1984) de situer la place des secteurs sur lesquels ont porté les premières études appliquées (santé, banques, assurances) dans l'ensemble des activités tertiaires. Il s'agissait, d'une part, de tenter d'assurer une liaison avec les travaux des macro-économistes, en recherchant quel pouvait être l'apport des études sectorielles de ce type pour l'amélioration du traitement du tertiaire dans les analyses et modèles macro-économiques. D'autre part, il convenait de préciser, par rapport à la totalité du tertiaire et en disposant d'une étude d'ensemble de référence, les éventuelles spécificités de l'évolution de l'emploi dans les différents domaines de recherches du L.E.S. (santé, formation, culture, « tiers-secteur »). A cette fin, a été conduite pour le compte du Commissariat Général du Plan une étude de l'évolution des structures d'emploi dans le secteur tertiaire, l'analyse statistique de son évolution entre 1970 et 1980 et l'élaboration d'un schéma dynamique de la division du travail dans le tertiaire.

TRAVAUX EN COURS

a) Analyse des déterminants macro-économiques de l'emploi dans les activités de santé

Cette étude s'appuie sur une approche en terme de branche socio-économique. Le recours à une telle notion qui identifie chaque activité non plus par la seule nature des produits fournis mais aussi par la prise en compte de l'ensemble du champ social dans lequel elle s'exerce permet de situer l'étude de l'évolution de l'emploi à deux niveaux hiérarchisés. En effet si les structures d'emploi résultent des caractéristiques propres à chaque activité et de l'évolution des facteurs technologiques ou organisationnels qui les supportent, elles se trouvent également déterminées par les positions spécifiques occupées par les agents de la production au sein du champ social que constitue la branche. Cette position découle du type de production réalisée mais aussi de la nature des relations qui s'établissent entre ces agents ; elle évolue

sous l'effet des stratégies menées par les acteurs de la production qui par leurs décisions altèrent les structures organisationnelles de la branche. Dans ce contexte l'analyse des déterminants de l'emploi ne repose plus seulement sur l'évolution de l'activité mais met en jeu l'ensemble des mouvements structurels qui, tout au long de l'histoire de la branche, modifie la nature de l'intensité des relations entretenues par les différents agents de la production et président à la constitution et à la transformation des institutions de la branche.

b) **Analyse de l'évolution du travail, de l'emploi et des pratiques professionnelles dans le système de production de soins** comme enjeu des mutations technico-organisationnelles en cours. L'interrogation porte sur la manière dont les trends d'emploi, l'organisation du travail et les formes de sa division sont aujourd'hui, au sein de la production de soins, affectés tant par les nouvelles conditions d'activité que leur imposent directement ou indirectement les chocs récessifs de l'activité économique et la vigueur du mouvement de restructuration que par la diffusion de nouvelles technologies qui sont potentiellement le vecteur d'un important mouvement de rationalisation. Plus précisément l'hypothèse à tester est que le progrès technique dans un contexte de resserrement des contraintes financières (dotation globale des institutions hospitalières) et de définition de nouveaux modes organisationnels (départementalisation, alternatives à l'hospitalisation) conduit à un réaménagement des moyens de la production de soins dont l'issue est une redefinition des formes traditionnelles de complémentarité/concurrence entre les différents intervenants de la production de soins.

c) Nouveaux métiers et filières de formation dans l'audiovisuel

L'introduction de nouvelles technologies de communication transforme l'organisation de la production audiovisuelle et les professions qui lui sont liées. Si tenter de prévoir l'évolution de ces emplois et des besoins de formation met en jeu de multiples variables, délicates à saisir, il existe sur ce secteur de la culture des expériences étrangères suffisamment avancées pour jaloner l'exercice de la prospective. La recherche engagée va donc s'attacher dans un premier temps à deux objectifs :

- utiliser les données des expériences étrangères en matière de filières de formation et de structure des emplois dans les nouveaux médias ou autour des nouveaux produits audiovisuels,

- approfondir l'analyse de l'emploi, des mécanismes d'adoption des nouvelles technologies (vidéo, image de synthèse, numérisation), des polyvalences en matière de pratiques professionnelles et de leurs conséquences sur le façonnement de nouvelles relations du travail au travers des productions les plus novatrices de l'audiovisuel (film publicitaire, clip vidéo, générique).

d) Analyse des processus d'insertion

L'analyse de l'insertion des étudiants en droit et sciences économiques, réalisée à partir des résultats des enquêtes menées en 1978 et 1982 dans le cadre de l'ONEVA, a fait l'objet d'un rapport prenant la forme d'une comparaison systématique des situations Paris/Province.

L'enseignement principal qui peut être tiré de cette étude est l'existence de différences significatives quant à la nature de l'insertion des étudiants en droit et sciences économiques de la Région Parisienne et ceux de Province ; cette différenciation apparaissant aussi bien à l'examen des taux de chômage qu'à celle de la nature des emplois occupés. Ces résultats tendraient donc à invalider l'hypothèse, couramment formulée relativement aux aspects spatiaux du fonctionnement du marché du travail, de l'atténuation des facteurs locaux ou régionaux avec la hausse du niveau de la qualification de la main-d'œuvre. Cette conclusion sera revue à la lumière des traitements des enquêtes d'insertion des étudiants en lettres et en sciences mis au programme du L.E.S. pour l'année à venir.

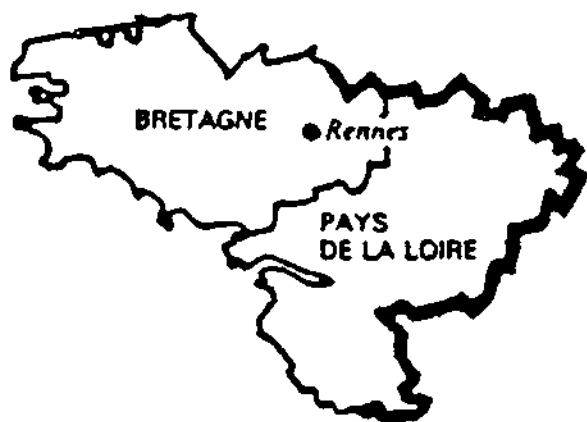
Bibliographie.

M. Vernières (sous la direction de). - « L'emploi du territoire. » Paris, Economica, 1985.

J. Chatron et X. Dupuis. - « Évaluation de la politique de l'emploi dans le secteur culturel. » in Travail et Société, 1984.

M. Levaillant. - « L'évolution du tertiaire marchand au cours des années 70. » in Recherche économique et sociale, n° 9, 1984.

J.-P. Faugère et C. Voisin. - « Les emplois hospitaliers. » Paris, Economica, 1982.



Université de RENNES
U.E.R. de sciences économiques
7, place Hoche
35000 RENNES

Le Groupe d'Etudes sur les Systemes Industriels (GESI), equipe du CNRS depuis le premier Janvier 1984, fait partie du GRECO-CNRS d'Economie Industrielle.

Il s'agit d'un groupe constitué dans le cadre des activites de recherche de l'U.E.R. de Sciences Economiques et d'Economie appliquee a la Gestion de l'Université de Rennes I, regroupant une trentaine d'enseignants et de chercheurs.

Créé en 1979, le GESI rapproche aujourd'hui quatre formations articulées sur un groupe de recherches homogène travaillant en equipe :

- Le centre d'Economie Industrielle (CEI),
- Le Groupe de Recherches sur les Systemes Productifs (GRESF),
- Le Laboratoire d'Economie Agro-Alimentaire,
- Le Centre Interregional associé au CEREQ (Rennes).

Le GESI prend également en charge l'animation du DEA « Economie de la Production ».

Dans une restructuration a prendre date au 15.02.86, le GESI se rapprochera du GERDIC (Groupe d'Etudes et de Recherches sur le Developpement, l'Industrialisation et le Commerce extérieur), pour constituer la nouvelle UA (Unite Associée) du CNRS : GESI-GERDIC. Les travaux du GERDIC portent sur la structuration internationale du systeme productif.

Tout en s'intégrant au groupe, chaque formation conserve sa spécificité propre et c'est a travers cette complémentarité que chaque partenaire déploie ses actions dans des creneaux plus définis et s'oriente vers des themes de recherche qui lui sont propres.

Ainsi nous avons :

Pour le Centre d'économie industrielle :

- Developpement technologique du tissu industriel national et regional,
- Politique industrielle,
- Analyse des filières industrielles (électronique, pêche...),
- Etude du systeme productif regional.

— Pour le Groupe de Recherches sur les Systemes Productifs :

- Macro-économie appliquee et histoire quantitative,
- Division intra-européenne du travail et des activites,
- Etude des procedures de regulation des systemes de production,
- Bilans énergétiques bretons.

— Pour le Laboratoire d'Economie Agro-Alimentaire :

- Marché des produits animaux en Bretagne,
- La filière agro-alimentaire,
- Le secteur coopératif.

— Pour le CIA-CEREQ Rennes :

- Participation a des travaux en relation directe avec le CEREQ Paris d'une facon générale et plus particulièrement aux differents dispositifs du CEREQ,
- Les différents aspects relevant de la formation et de l'insertion des jeunes, particulièrement en Bretagne,
- L'emploi, la Main-d'Œuvre et les qualifications, aspects régionaux.

Orientations

Les efforts conjugués des différentes équipes doivent permettre au Groupe (GESI) de développer des approches théoriques et empiriques

Groupes d'Etudes sur les Systemes Industriels (G.E.S.I.)

rendant compte de la dynamique des economies industrielles et des procedures de regulation qui sont a l'œuvre et de leurs transformations en matière d'emploi, de salaires, de prix ou d'investissement. Les contraintes qui en résultent au niveau des relations avec l'extérieur ou au niveau de la conduite de la politique économique, peuvent ainsi être analysées d'une manière plus précise. Cette approche permet de mieux comprendre la persistance de la crise et les mutations qui sont en cours.

Activites

Parallèlement aux activites d'Enseignement et de Recherche, le GESI participe en tant que groupe, par ses formations ou par ses membres a des activités très diverses.

Il est ainsi appelé a des échanges fréquents avec de nombreux organismes et institutions au niveau regional et national.

Organismes régionaux :

- Comité de Developpement Economique et Social du Pays de Rennes (CODESPAR),
- Agence d'Urbanisme et Developpement du Pays de Rennes (AUDIAR),
- Centre d'Etudes Economiques et Sociales du Pays de Rennes (CESPAR),
- Mission Regionale,
- Chambre Consulaire,
- Comité Economique et Social de Bretagne,
- Direction Regionale de l'INSEE...

Organismes nationaux :

- Commissariat du plan,
- Ministère de l'Industrie,
- Universités...

Son ancrage direct dans la réalité regionale et son experience le mene a

être de plus en plus sollicité en qualité d'instrument technique et scientifique d'éclaircissement et de soutien à des décideurs locaux ou régionaux dans différents domaines tels que :

- Energie,
- Electronique,
- Biens d'équipements pour l'agriculture,
- Formation/Emploi,
- Systeme industriel,
- Planification,
- Organisation de la filiere pêche...

Ces échanges sont renforcés et les acquis scientifiques capitalisés par une série d'actions que le groupe a suscitées et organisées par des rencontres, séminaires ou colloques :

- Organisation du colloque : « Croissance-Emploi ». DGRST-Rennes - Mars 1978,
- Organisation du colloque : « PME-CNRS » - Février 1981,
- Organisation de la journée « Compétitivité » au colloque de l'AFSE - Juin 1981,
- Préparation du colloque : « Les restructurations industrielles » - Novembre 1981 - Credit National,,
- Preparation des 7^e rencontres de l'ADEFI- Septembre 1981,
- Preparation du Groupe de Travail PME de la Mission Régionale de Bretagne - Mai 1981,
- Organisation du Colloque Franco-Britannique - Novembre 1985...

Bibliographie.

M. Basle. - « Le budget de l'Etat. » Paris, la Découverte, 1985.

J.-F. Audroing. - « Les exportations de produits laitiers dans la CEE. » Rennes, INRA, 1985.

Y. Morvan. - « Faut-il une politique industrielle. » in Politiques industrielles comparées. Paris, Economica, 1985.

Y. Morvan. - « Fondements d'analyse industrielle. » Paris, Economica, 1985.

Y. Morvan. - « Les restructurations en question. » in Revue d'économie industrielle, n° 31, 1985.

« Elements pour la preparation du plan de développement du Pays de Rennes. » Rapport roncoté, Janvier 1984.

M. Basle. Y. Mazier et Y.-F. Vidal. - « Quand les crises durent... » Paris, Economica, 1984.

« L'appareil de production des biens d'équipement à destination de l'agriculture et des industries agro-alimentaires. Une étude appliquée au cas de la Bretagne. » Rapport roncoté, juillet 1982.

F. Day et Y. Bertrand. - « Constitution d'une banque de données régionales. »

Université de TOULOUSE I
Place Anatole-France
31042 TOULOUSE CEDEX

Les recherches sur le thème de *relations Formation-Emploi et l'insertion professionnelle des jeunes* ont constitué l'axe central des activités de l'équipe dans la dernière décennie.

Le CEJEE a développée depuis plusieurs années un certain nombre d'approches spécifiques qui à certains égards sont complémentaires de celles qu'il a menées dans le même temps en concertation avec l'ENSEM des équipes associées au CEREQ à travers les dispositifs nationaux successifs.

1. Dans le cadre de l'Observatoire des Entrées dans la Vie Active géré nationalement par le CEREQ, en qualité de CIA le centre a procédé à l'exploitation des données portant sur les académies de son ressort (Bordeaux, Limoges, Toulouse), données destinées en particulier à fournir aux instances locales des informations sur le positionnement de leur zone eu égard à divers indicateurs d'insertion.

2. Au plan régional et infrarégional le CEJEE s'est efforcé de mettre en place un système d'observation de l'insertion professionnelle, il s'est attaché à l'analyse des structures du système éducatif, notamment dans une perspective d'aide à la décision des Pouvoirs publics et il s'est enfin intéressé aux politiques d'emploi concernant les jeunes.

2.1. Depuis plus de dix ans, le CEJEE interroge quatre ans après l'obtention de leur diplôme, les licenciés des Universités Toulousaines. L'enquête a ensuite porté sur les diplômés des IUT et les techniciens supérieurs et sur les formations professionnelles courtes CAP, BEP, BTn, l'apprentissage. En 1983 l'enseignement agricole (tous niveaux) a fait l'objet d'une enquête. Enfin, certains diplômés de l'enseignement supérieur ont été réinterrogés (enquête dite de suivi) trois ans après la première enquête. Les enquêtes (postales) sont du type longitudinal et permettent de décrire les principaux événements qui sont survenus au cours des quatre années suivant l'obtention du diplôme. Cela permet d'analyser la succession des différents états (chômage, emploi précaire, inactivité, emploi stable) et la durée de séjour dans chacun d'eux. Des informations sur les caractéristiques des emplois, les salaires, la mobilité, la recherche d'emplois sont également fournies. Au total le

CEJEE dispose d'environ 19 000 questionnaires, dont 7 000 pour les niveaux V et IV et 12 000 pour les niveaux III et II.

Une collecte de données aussi importante a exigé la maîtrise progressive d'un dispositif qui a associé les Universités, le Service Académique d'Information et d'Orientation, les établissements d'enseignement ainsi que le Ministère de l'Agriculture. L'expérience acquise a permis d'aider au lancement d'enquêtes analogues dans d'autres académies et de participer à la mise au point du programme national d'enquêtes du Ministère de l'Agriculture.

2.2. L'interprétation des caractéristiques d'insertion des jeunes formes ayant répondu aux enquêtes ne peut s'effectuer qu'au travers d'une connaissance minimale des contextes socio-économiques qui les façonnent :

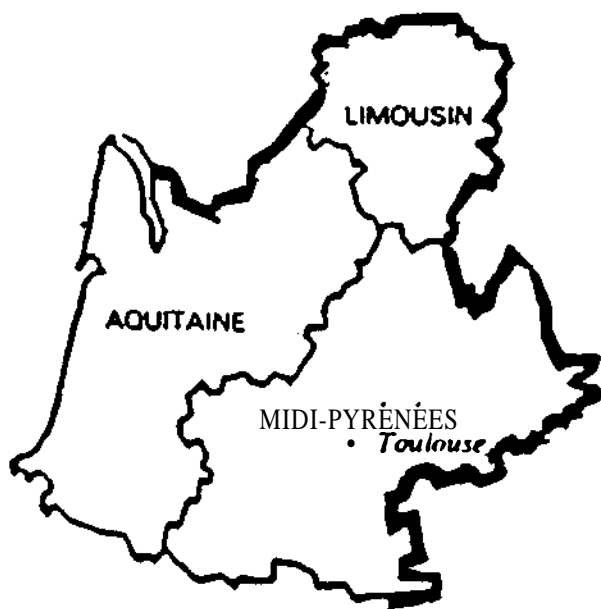
- L'exploitation des enquêtes de l'observatoire EVA du CEREQ a fourni l'occasion d'une prise en compte des contextes différenciés selon les académies et de leurs effets éventuels sur les conditions d'entrée en activité des jeunes ;

- Une seconde approche a consisté à préciser le contexte d'interprétation des enquêtes d'insertion des jeunes titulaires d'un diplôme de niveau V en Midi-Pyrénées en étendant le champ aux régions Aquitaine et Languedoc-Roussillon et à fournir notamment des réponses aux questions suivantes :

- Quelles sont les caractéristiques d'implantation des systèmes de formation technique dans les trois régions et les départements du grand Sud-Ouest ?
- Comment sont répartis les emplois d'ouvriers et d'employés susceptibles d'être occupés par les jeunes formes ?
- Comment rapprocher formations et emplois ? Que peut-on conclure de ces rapprochements ?

- Vis-à-vis de l'enseignement supérieur le centre a lancé une enquête (8 000 questionnaires recueillis) auprès des étudiants de première année des trois Universités toulousaines ; l'objectif étant de prendre conscience des contraintes supportées par les nouveaux inscrits. Le travail d'analyse sera articulé, dans le cadre d'une recherche commune, avec les enquêtes menées par le centre de Recherches Sociologiques de l'Université de Toulouse-Mirail sur les souhaits d'orientation des élèves de terminale.

2.3. Toujours en liaison avec le thème central, et en rapport avec les



Centre d'études juridiques économiques de Pemploi (C.E.J.E.E.)

interventions locales, le Centre s'est attaché à apprécier les effets des politiques d'emploi en faveur des jeunes, que ce soit au moyen des données recueillies dans ses dispositifs d'enquêtes (rôle des pactes nationaux pour l'Emploi) ou à l'occasion d'études spécifiques (enquêtes auprès d'anciens stagiaires de formation continue en Midi-Pyrénées, procédure d'évaluation du dispositif « 16-18 ans » sur cette même région).

3. Autour du thème « historiquement » central, d'autres axes de recherche sont bien entendu développés. Pour celui qui concerne le *fonctionnement du marché du travail*, plusieurs aspects doivent être distingués :

- Les recherches portant sur les problèmes d'information sur le marché du travail, sur le rôle spécifique des institutions et en premier lieu de l'ANPE qui a confié au Centre une étude. Par ailleurs, la Direction Régionale a la volonté de nouer des relations plus suivies avec l'équipe (projet de signature d'une convention).

- Dans le prolongement des travaux du centre sur l'aménagement du temps de travail, les données nationales de l'ANPE sur les offres et

les demandes à temps partiel serviront de base à une recherche sur cette forme de travail ; une attention particulière sera accordée aux effets des politiques d'emploi la concernant.

- Les comportements des agents sur le marché du travail sont influencés par leur histoire : la recherche des effets d'une pratique spécifique de l'emploi ou d'une modification du cadre institutionnel ne peut souvent être menée que si l'on dispose de données longitudinales qui décrivent la succession d'états dans lesquels se sont trouvés les individus.

L'analyse de l'évolution des modes d'utilisations de la main-d'œuvre par les *entreprises* (en liaison notamment, mais non exclusivement, avec les changements technologiques en cours) occupe une place croissante dans l'ensemble des préoccupations de l'équipe. Des travaux sont engagés (tels ceux qui sont liés au programme d'observation du CEREQ), d'autres sont encore au stade de projet, dans le cadre d'initiatives nationales (PIRTTEM et programme mobilisateur Technologie-Emploi-Travail). Le CEJEE a conclu un contrat de pré-définition de programme avec le CNRS qui lui confie la coordination d'un séminaire PIRTTEM local visant à explorer la

possibilité de mener, entre plusieurs formations toulousaines, une recherche interdisciplinaire s'inscrivant dans le champ du PIRTTEM. Des projets de recherche action en matière d'organisation du travail et de gestion du personnel sont en cours de définition.

Bibliographie.

G. Ourliac. - « Quelques caractéristiques de l'enseignement technique » in *Statistiques et études Midi-Pyrénées*. INSEE, n° 1, 1985.

F. Bestion. - « L'insertion professionnelle des diplômés de BTS préparés en Midi-Pyrénées. » CEJEE, 1984.

F. Dauty. - « Bilan du dispositif jeunes « 16-18 ans » en Midi-Pyrénées. » CEJEE, 1984.

F. Dauty, B. Fourcade, M. Ourtau et B. Rouziers. - « Le devenir professionnel des jeunes formes dans l'enseignement technique en Midi-Pyrénées. » CEJEE, 1984.

B. Fourcade. - « Analyse des relations formation-emploi sur un marché local. » CEJEE, 1984.

J.-L. Hermen. - « Diplômes en sciences et accès à l'emploi (cas de l'Université Paul Sabatier de Toulouse). » CEJEE, 1984.

M. Ourtau. - « Les modalités d'allocation de la main-d'œuvre débutante dans les emplois d'exécution sur la ZEAT Sud-Ouest. » CEJEE, note 9/83-04.

Bureau d'économie théorique appliquée (B.E.T.A.)



Université de STRASBOURG 1
UER de Sciences économiques
4, rue Blaise-Pascal
67070 STRASBOURG CEDEX

Le BETA, Bureau d'Economie Théorique et Appliquée, est un laboratoire de l'Université Louis Pasteur de Strasbourg, créé en 1972. L'objectif du laboratoire est de réaliser conjointement des travaux de théorie économique et des travaux d'économie appliquée, en tentant d'enrichir mutuellement ces deux approches qui sont parfois dissociées. Cette volonté est sans doute l'un des facteurs qui contribuent le plus à assurer l'unité et la spécificité du laboratoire.

Apparemment, en effet, les principaux thèmes de recherche semblent très différents : « l'analyse macro-économique approfondie » (thème 1), « les fondements micro-économiques de la macro-économie » (thème 2) ou « la théorie de la décision et de l'information » (thème 3). Toutefois, si des programmes de recherche pratiquement distincts sont menés sur ces trois thèmes, l'équipe de recherche trouve son unité dans deux thèmes « transversaux » qui bénéficient largement des autres recherches : « l'économie du changement technique » (thème 4) et « l'histoire de la pensée économique » (thème 5).

L'équipe de recherche

— Les responsables : Patrick COHENDET et Rodolphe DOS SANTOS FERREIRA, tous deux professeurs de sciences économiques.

— 10 enseignants-chercheurs permanents du BETA.

— 15 autres chercheurs contractuels, allocataires ou boursiers.

— 3 chercheurs et un conseiller d'orientation au CIA-CEREQ.

— plus une dizaine de chercheurs collaborant en permanence avec des membres de l'équipe BETA (échanges réguliers ou travaux co-signés).

L'une des caractéristiques de plus en plus marquée du laboratoire est son

insertion dans une Université scientifique, l'Université Louis Pasteur. Cette insertion, qui date d'une quinzaine d'années, s'est concrétisée par des liens de plus en plus profonds avec les autres disciplines scientifiques de l'Université, qu'il s'agisse des mathématiques (fondements micro-économiques de la macro-économie), de l'informatique, des sciences de l'ingénieur (économie du changement technique). Ses liens de recherche concrets avec d'autres scientifiques se sont durablement développés et donnent sans doute un caractère original aux recherches menées.

Enfin, le laboratoire entretient des contacts suivis et multiplie les échanges avec des équipes françaises : GREQE (Groupe de Recherche en Économie Quantitative et en Économétrie) d'Aix-Marseille, le LATAPSES (Laboratoire de Transformations de l'Appareil Productif et Structuration de l'Espace Social) de Nice ou des équipes internationales : le SPRU (Science Policy Research Unit) de l'Université du Sussex, l'Institut de Statistique de l'Université de Rome...

L'équipe du CEREQ est plus particulièrement proche du thème de recherche concernant l'économie du changement technologique : mutations technologiques et évolution du système productif, puisque plusieurs de ses membres travaillent actuellement dans le domaine. Depuis le milieu des années 70, de nombreux travaux de recherche ont été menés sur ce thème particulier qui procèdent tous simultanément de l'économie théorique et de l'économie appliquée.

— 1977-1981 : Etudes sur les effets économiques des technologies avancées ; le cas des technologies de l'espace. Contrat avec l'Agence Spatiale Européenne.

— 1980-1983 : Les perspectives de la photonique en France. Contrat avec le Ministère de la Recherche et de la Technologie.

— 1981-1984 : Les mutations du système productif européen. Contrats avec les Communautés Européennes et le Commissariat au Plan.

— 1980-1983 : Les perspectives de la chimie en Europe. Contrat réalisé dans le cadre du projet FAST de la DG XII des Communautés Européennes.

— 1982-1985 : Chimie et électricité. Contrat avec le Ministère de l'Industrie et de la Recherche, EDF, l'Union des Industries Chimiques et diverses sociétés.

— et depuis 1985 : L'évolution des matériaux en Europe. Avec, en particulier, un volet important sur les conséquences des nouveaux matériaux sur l'emploi et les qualifications. Contrat dans le cadre du projet FAST des Communautés Européennes.

— et : L'évaluation de l'automatisation dans les PMI. En commun avec l'ENSAIS (Ecole Nationale Supérieure des Arts et Industries de Strasbourg). Contrat dans le cadre du Programme Mobilisateur « Technologie, Emploi, Travail », de l'action concertée « aspects économiques et sociaux de l'automatisation des PMI ».

— plus diverses études d'économies industrielles.

Toutes ces études ont été l'occasion de réunir une abondante documentation technique. Elles ont donné lieu à de très nombreux entretiens auprès des responsables d'entreprises, de centres de recherches et d'institutions diverses. Elles ont enfin débouché sur la rédaction de rapports, livres et articles.

Aujourd'hui, après treize années de recherches et de réalisation de contrats, l'équipe du BETA espère avoir atteint une première maturité.

Bibliographie.

M. Forte et M.-C. Rebeuh. - « Les industries de l'habillement en Alsace. Monographie économique et socio-professionnelle. » Strasbourg, BETA/CEREQ, 1984.

E. Zuscovitch. - « Une approche méso-économique du progrès technique. Diffusion de l'innovation et apprentissage industriel. » Strasbourg, Université Louis Pasteur, 1984. (Thèse pour le Doctorat d'Etat Es-sciences économiques).

P. Cohendet (dir.). - « La chimie en Europe. innovations, mutations et perspectives. » Université Louis Pasteur. Paris, Economica, 1984.

J.-L. Gaffard. - « Les mutations du système productif européen. » Strasbourg, BETA, 1982.

E. Zuscovitch. - « Informatisation, flexibilité et division du travail. » Strasbourg, BETA, 1982.

Université de LILLE I
U.E.R. de sciences économiques
Bât. 5
59655 VILLENEUVE-D'ASCQ CEDEX

Le domaine de compétences de l'équipe du Centre de Recherche associé au CEREQ porte sur les questions relatives à la qualification, l'emploi et la formation. Ces compétences ont été acquises et sont actuellement développées par des activités de recherche, la participation aux dispositifs nationaux du CEREQ, ainsi qu'au travers la valorisation des travaux.

I - LES ACTIVITÉS DE RECHERCHE :

Au cours de ces dernières années, des recherches ayant bénéficié de financements de l'Établissement Public Régional et du CNRS ont été menées à bien. Il s'agit de recherches portant sur l'insertion et le cheminement professionnel de la main-d'œuvre dans les entreprises ainsi que sur l'évolution du travail et des qualifications dans la sidérurgie. Des recherches sont actuellement développées selon deux axes :

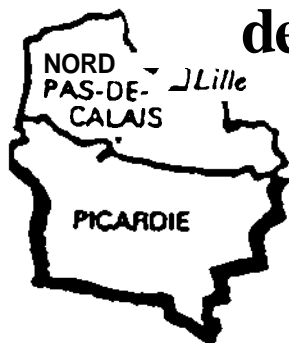
- **La recomposition des groupes socio-professionnels :** Dans une perspective de renouvellement de l'approche de la qualification, cette recherche porte sur l'identité sociale et professionnelle des groupes sociaux et la manière dont l'entreprise remodèle ces groupes par la formation, le recrutement, la mobilité...

- **Les modes de gestion de la main-d'œuvre :** cette recherche s'inscrit dans une réflexion plus large sur la problématique des choix des entreprises en matière de gestion de la main-d'œuvre. Dans un premier temps, l'intérêt sera porté sur les formes et les déterminants de la flexibilité de l'emploi.

II - LA PARTICIPATION AUX DISPOSITIFS NATIONAUX DU CEREQ

L'équipe a tout d'abord participé à la constitution du Répertoire Français des Emplois (RFE) puis aux enquêtes de l'Observatoire National des Entrées dans la Vie Active (ONEVA). La mise en place de tels dispositifs a été l'occasion de développer les relations avec les entreprises et les autorités régionales notamment celles relevant des Ministères de l'Éducation Nationale et du Travail.

Outre l'Observatoire EVA, le Centre de Recherche Associé participe actuellement au dispositif d'observation de l'emploi et du travail en



entreprise. Il se base sur des enquêtes approfondies en entreprise suivies d'enquêtes légères, à périodicité régulière, afin de faire le point sur les évolutions. Ce dispositif, qui constitue un outil original permet d'alimenter les activités de recherche, est aussi l'occasion de développer des relations de travail avec l'entreprise.

III - LA VALORISATION DES RÉSULTATS DE RECHERCHE

Outre la diffusion et la valorisation des résultats de la recherche dans les publications et le laboratoire, l'équipe assure la valorisation de ses travaux à différentes occasions : information/formation d'étudiants de 3^e cycle, participation à des séminaires et tables rondes, animation de stages de formation auprès de différents publics (élèves-ingénieurs, personnel de l'Éducation Nationale, contrôleurs de travail...), organisation de relations de travail avec les entreprises.

Ce rôle d'assistance technique et scientifique se concrétise également au sein des activités liées à l'Observatoire Régional des Formations, des Qualifications et des Emplois. Une place toute particulière doit être faite ici à cet Observatoire car il donne toute la dimension des interventions de l'équipe au niveau régional.

L'Observatoire Régional des Formations, des Qualifications et des Emplois

Créé en octobre 84 par un Contrat de Plan particulier entre l'État et la

Laboratoire de sociologie du travail de l'éducation et de l'emploi (LASTREE)

Laboratoires d'analyses des systèmes de travail

(LAST)

Region, cet Observatoire Régional mène des travaux en vue d'approfondir la connaissance sur certains domaines et d'apporter une aide à la décision auprès des autorités régionales, notamment dans le domaine de la formation.

A ces fins, l'Observatoire Régional a élaboré un tableau de bord rassemblant l'ensemble des données statistiques régionales et infra-régionales relatives à la démographie, la formation initiale et continue, l'emploi. Ce travail est aussi l'occasion d'une mise en évidence des manques statistiques régionaux. Une autre étude vient de débiter en collaboration avec la Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Main-d'Œuvre : elle vise à produire des informations originales à partir d'une exploitation exhaustive des bilans sociaux. D'autres études nécessitant des investissements complémentaires sont en projet.

Bibliographie.

C. Agache et M. Sueur. - « La recomposition des groupes socio-professionnels dans le textile. » (A paraître dans les publications du CEREQ).

M. Agnes. - « Mutations techniques et flexibilité. » (A paraître dans les publications du CEREQ).

C. Coppieters. - « Gestion de la main-d'œuvre et emploi des jeunes. L'exemple des électromécaniciens et des comptables (CAP-BEP) dans la région Nord-Pas-de-Calais. » Convention d'études ÉPR n° 82-251, juin 1985.

B. Cart et B. Delmas. - « Processus et stratégies d'insertion professionnelle face à la crise » in Cahiers Lillois d'économie et de sociologie, n° 5, 1^{er} trimestre 1985.

C. Agache et M. Sueur. - « Restructuration et qualification : le cas de la sidérurgie » in Revue d'économie industrielle, n° 31, 1^{er} trimestre 1985.

C. Agache, B. Cart, B. Delmas, Y. Maiche, M. Sueur, G. Thery et M.-C. Vermelle. - « Technologie, contenu du travail et stratégie des acteurs : le cas d'Usinor. » Paris. CNRS/CEREQ, avril 1984.